

## V. Les échanges extérieurs

Grâce à la baisse du dollar et du prix du pétrole, le troisième trimestre est marqué par une réduction - durable - de la facture énergétique, qu'annule la contre-performance des échanges de produits manufacturés : l'adaptation retardée de la production et des stocks à la demande entraîne alors, en effet, une forte bouffée d'importations, particulièrement en biens intermédiaires. Les exportations restent, quant à elles, tributaires des grands contrats civils et militaires passés, et parviennent difficilement à progresser au rythme de la demande mondiale.

L'excédent manufacturé devrait retrouver au quatrième trimestre le niveau qu'il connaît depuis deux ans. En raison de la bonne tenue des échanges agro-alimentaires, la balance commerciale cesserait d'être déficitaire, même si, pour l'ensemble de l'année 1985, le déficit est encore important (- 22 milliards de francs en données douanières FAB-FAB).

L'évolution favorable des échanges de services permettrait toutefois à la balance des transactions courantes de redevenir excédentaire en 1985.

### 1. L'agroalimentaire

Avec 27,6 milliards, l'année 1985 devrait connaître une progression du solde agro-alimentaire d'environ 2 milliards par rapport à 1984. Ce résultat tient en grande partie à l'exceptionnelle campagne céréalière 1984 : alors que, de la mi-1984 à la mi-1985, l'excédent de nos échanges agro-alimentaires avait atteint 31 milliards, il ne serait plus que de 25 milliards sur la période couvrant le second semestre 1985 et les six premiers mois de 1986.

Après le creux observé au troisième trimestre, dû à un affaïssement des livraisons aux pays "tiers", les exportations céréalières devraient conserver désormais un rythme relativement soutenu. La moindre qualité du blé récolté cette année par nos partenaires de la Communauté Européenne suscite en effet un doublement de leurs achats de blé français et permet de détendre la concurrence pour l'accès des producteurs français aux marchés des pays tiers, alors que la pression américaine est ravivée par la baisse du dollar. Cette augmentation de nos exportations de céréa-

#### Le solde agro-alimentaire (Caf--Fab)

Milliards de F/mois CVS

	1984 total annuel	1985				1986		
		85.1	85.2	85.3	85.4	total annuel	86.1	86.2
Céréales .....	30	2,7	3,0	2,1	2,9	32,1	2,3	2,3
Autres produits agricoles .....	-16	-1,0	-1,2	-0,8	-1,3	-12,9	-1,0	-1,1
Produits des IAA (y.c. viandes) .....	11,6	0,8	0,5	0,6	0,9	8,4	0,7	0,6
<b>TOTAL .....</b>	<b>25,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>27,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>

Source : Douanes

les vers la CEE nous est également favorable en raison des prix plus élevés qui y sont pratiqués.

La réduction du déficit sur les autres produits agricoles (oléagineux et produits tropicaux) par rapport à 1984 reflète à la fois la baisse des cours mondiaux et celle du dollar. Après les ventes exceptionnelles de 1984 liées à la réduction du cheptel, le poste "viandes" retrouve un déficit de près de 6 milliards par an (comme en 1983) ; celui-ci est cependant plus que compensé par l'excédent obtenu sur les autres postes de l'agro-alimentaire.

## 2. L'énergie

L'évolution des prix en dollars du pétrole importé enregistrés en douane montre que, depuis plus d'un an, ce sont les cours du marché "spot" de Rotterdam plutôt que les prix fixés par l'OPEP qui déterminent ceux de nos importations, bien que nos achats de brut de Mer du Nord ne représentent qu'un peu plus du tiers du total.

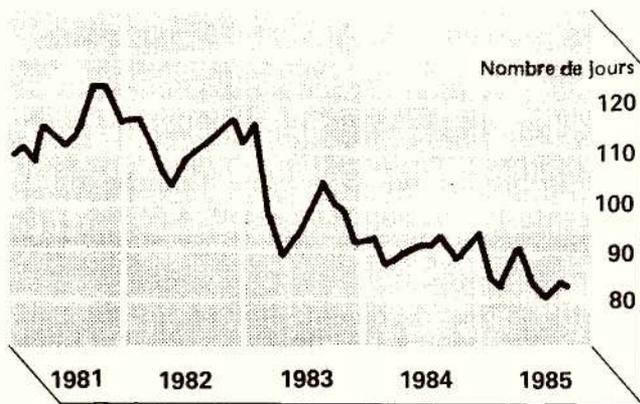
Après avoir atteint leur point bas en juin 1985 (26,4 \$/b en moyenne sur le mois), les cours spot se sont raffermis régulièrement et avoisinent 30 \$/b fin novembre. Cette hausse apparaît cependant transitoire. Elle tient à la conjonction d'un comportement de stockage et d'un phénomène saisonnier. Au cours du premier semestre 1985, les acheteurs occidentaux ont vraisemblablement anticipé la baisse du dollar et du prix du brut, et ont donc réduit leurs achats en allégeant d'autant leurs stocks. La nécessité de reconstituer au moins partiellement ceux-ci avant l'hiver semble être la cause principale de la remontée des cours observés récemment. Mais cette reconstitution de stocks devrait s'interrompre dès que l'on ne craindra plus de surprise météorologique hivernale. Ce mouvement pourrait même s'inverser si s'établissaient de nouvelles anticipations à la baisse du dollar (que, par convention, nous écartons dans cette note) ou à une baisse du prix du baril qui irait au-delà des variations saisonnières habituelles. De telles anticipations peuvent réapparaître bientôt en raison de la décision récente prise par l'Arabie Saoudite de ne plus assumer seule le soutien du marché, ce qui l'a conduite à relever sa production de 2,5 à 4 millions de barils/jour -soit à son quota OPEP -. Ce supplément d'offre saoudienne commencera à peser sur les transactions à Rotterdam dès la fin 1985. Le marché international devrait donc avoir retrouvé au printemps 1986 un niveau d'approvisionnement important, au moins égal à celui de la fin 1983. La poursuite de la réduction tendancielle de la consommation des pays occidentaux, observée depuis 1973, suffirait alors à inverser l'orientation actuelle des cours.

Une réaction concertée des pays producteurs ou des grandes compagnies pétrolières pour contenir la baisse n'est toutefois pas à exclure.

### Le prix du pétrole brut importé

	1984		1985				1986	
	MA	85.1	85.2	85.3	85.4	MA	86.1	86.2
Prix "spot", Mer du Nord \$/baril .....	28,7	27,0	27,2	29	27,7	27,7	27	26
Prix moyen à l'import, CAF, \$/baril .....	29,2	28,1	28,2	26,8	28,4	27,3	26,9	25,7
Prix moyen à l'import CAF, F/tonne .....	1890	2068	1965	1723	1660	1860	1590	1520

Sources : Douanes, INSEE



**Stocks de produits pétroliers en fin de mois.**  
 exprimés en nombre de jours de consommation

Stocks de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés (y compris de produits non énergétiques tels que bitumes, naphta etc...) localisés dans les raffineries et les dépôts de distribution rapportés à la moyenne journalière des livraisons durant les douze derniers mois écoulés.

L'évolution présentée ici correspond à une approche économique différente de celle des stocks de «réserve» dont la comptabilisation est opérée dans un cadre réglementaire spécifique.

Source : Traitement INSEE des séries publiées par le Comité Professionnel du Pétrole.

On a retenu ici une baisse des cotations ramenant le pétrole de Mer du Nord à un niveau moyen de l'ordre de 26 \$/baril au second trimestre 1986. Simultanément et compte tenu de délais et de prix variables selon la qualité, le prix moyen du baril de brut importé en France se situerait à 25 \$ FAB, ou 25,7 \$ CAF (soit 2 dollars de moins qu'en octobre 1985). S'ajoutant à la baisse déjà enregistrée du dollar, maintenu conventionnellement à 8 Francs dans cette note, cette évolution des cours mondiaux se traduirait finalement par une baisse en francs de la tonne de brut importé de 16 % entre le premier et le second semestre 1985, puis encore de 8 % entre celui-ci et le premier semestre 1986.

Cette évolution très favorable des prix du brut importé détermine celle de la facture énergétique totale. L'évolution des quantités d'énergie importée (pétrole brut, charbon) ou exportée (produits raffinés, électricité) reflète en effet une légère tendance à la hausse de la consommation nationale et une stabilisation des stocks à un niveau particulièrement bas à partir de la mi-1985. Au total si la facture énergétique (CAF-FAB) pour l'ensemble de l'année 1985 n'est réduite que de 4 % par rapport à 1984 (179 milliards au lieu de 187), la diminution entre le premier et le second semestre 1985 est beaucoup plus marquée, puisqu'elle est de 20 %. Sur le premier semestre 1986, le déficit énergétique mensuel moyen s'établirait à 13 milliards (toujours dans l'hypothèse d'un dollar stabilisé à 8 francs), soit une réduction de plus de 3,5 milliards par mois par rapport au premier semestre 1985.

**La facture énergétique (Caf-Fab)**

	1984 total annuel	1985				Milliards de F/mois CVS		
		85.1	85.2	85.3	85.4	total annuel	1986	
						86.1	86.2	
Facture pétrolière (brut et raffiné) .....	153	14,0	12,5	10,5	11,0	144	10,6	10,6
Facture énergétique .....	187	17,2	16,0	13,0	13,6	179	13,0	12,9

Source : Douanes

### 3. Les échanges de produits manufacturés

#### a. Les échanges en volume

Au cours de la première moitié de l'année 1985, importations et exportations de produits manufacturés en volume ont, en termes de comptabilité nationale, évolué parallèlement et de façon très peu marquée. Le troisième trimestre tranche de façon brutale avec ces résultats : les exportations augmentent de 0,9 % par rapport au trimestre précédent, mais surtout, les importations connaissent une très forte poussée : + 7,4 %.

Aussi, sur les 9 premiers mois de 1985, la moyenne mensuelle de nos importations en volume dépasse de 5,3 % la moyenne annuelle de 1984, mais cette augmentation n'est que de 2 % pour les exportations. Compte tenu de l'acquis que constituent les résultats des trois premiers trimestres, et même si l'on s'attend à des échanges plus favorables pour les trois derniers mois de l'année, les résultats globaux pour 1985 devraient révéler des achats en forte hausse (+ 5 %) et une progression modérée des ventes (+ 2,4 %).

Ces résultats décevants surprennent. Même si elle est moins prononcée qu'en 1984, la croissance de la demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France en 1985 reste substantielle (+ 5 %) et n'explique donc pas l'accroissement modeste de nos exportations. De même, la croissance modérée de la demande intérieure en produits manufacturés (+ 2 %) n'apparaît pas compatible avec la poussée de nos importations. C'est pourquoi il convient d'analyser l'évolution de nos échanges à un niveau plus fin, ce qui, on va le voir, permet de replacer nos échanges extérieurs dans une perspective moins inquiétante.

Si l'on examine d'abord les **importations**, il apparaît que la hausse de nos achats concerne l'ensemble des postes, à l'exception des biens de consommation qui n'auraient progressé que de 1,5 %. Ce dernier chiffre laisse le ratio "importations de biens de consommation/consommation des ménages" à son niveau de 1984. L'évolution des exportations confirme que, globalement, le secteur des biens de consommation ne semble pas souffrir de pertes de compétitivité.

#### Evolution des échanges en volume de produits manufacturés

#### Moyenne mensuelle 9 premiers mois 1985 Moyenne mensuelle 1984 \*

	Importations	Exportations
Biens intermédiaires .....	4,8	3,5
Biens d'équipement professionnel .....	7,7	-0,4
dont :		
- mécanique .....		-2,0
- produits électriques et électroniques .....		9,6
- armement, chantiers navals, aéronautique .....		-12,1
Automobile et matériel de transport .....	6,7	2,4
Biens de consommation .....	1,5	3,0
Biens d'équipement des ménages .....	3,7	9,8
<b>TOTAL</b> .....	<b>5,3</b>	<b>2,0</b>
<b>Total hors biens d'équipement professionnel</b> .....		<b>3,4</b>
<b>Total hors armement, chantiers navals, aéronautique</b> .....		<b>3,6</b>

\* Variations %

Sources : INSEE - Comptes Trimestriels

L'évolution du poste "automobiles et matériel de transport" est tout autre. On observe en effet de fortes hausses des achats à l'étranger. Mais, faisant suite aux faibles importations de 1983 et 1984 (2,6 % et - 3,8 % respectivement) et à des achats des ménages très déprimés (- 2,2 % et - 11,9 %), la progression de 1985 traduit sans doute un phénomène de rattrapage, au-delà de l'augmentation régulière de la pénétration étrangère en France : après deux ans de baisse du revenu disponible, les reports d'achats d'automobiles par les ménages viennent à leur fin et accentuent la croissance de nos importations.

La poussée de nos importations de biens d'équipement professionnel tient également à un phénomène de rattrapage. Après deux années de décroissance (- 2,8 % en 1983, - 1,6 % en 1984), la FBCF des entreprises se remet à croître en 1985, ce qui expliquerait la forte accélération de nos importations sur ce poste.

Concernant les biens intermédiaires, la forte poussée de nos achats du troisième trimestre (+ 9,8 % en volume) pourrait s'expliquer en partie par un phénomène de réajustement de stocks. Ayant surestimé la demande en fin d'année 1984, les entreprises ont accumulé des stocks importants qu'elles ont fortement allégés au premier semestre 1985 ; d'autant plus qu'elles ont pu alors sous-estimer l'ampleur et la durée du redressement de la demande intérieure à partir du premier trimestre, tout en assistant, à partir de mars, à une baisse simultanée du dollar et des cours mondiaux des matières premières. Au troisième trimestre, le réajustement des stocks au niveau d'une demande désormais perçue comme durablement croissante a pu être brutal, ce qui expliquerait la forte bouffée d'importations en biens intermédiaires. Il est également possible qu'aient joué des anticipations erronées sur l'évolution des taux de change au cours de l'été.

Au total, l'évolution sur les trois premiers trimestres des importations en volume de produits manufacturés n'exige pas de faire appel à de brusques pertes de compétitivité et peut s'expliquer largement à partir des évolutions de la demande et de l'offre internes.

Cette interprétation en termes de rattrapage suggérée pour rendre compte de la forte hausse des importations au troisième trimestre conduit à envisager un repli sensible de celles-ci au quatrième, la demande intérieure étant alors elle-même moins porteuse. Le taux de pénétration en volume devrait être ainsi presque stabilisé au premier semestre 1986, de sorte que les importations n'augmenteraient qu'à un rythme annuel de l'ordre de 3,5 %.

L'appréciation du mouvement des **exportations** requiert également d'analyser nos échanges à un niveau fin. Si l'on considère la moyenne mensuelle de nos échanges en volume sur les 9 premiers mois de l'année (+ 2 %), il apparaît que c'est l'évolution du poste des biens d'équipement professionnel qui est la cause majeure de la faiblesse de nos ventes en produits manufacturés, et à un niveau plus fin encore, la baisse du poste "armements, chantiers navals, aéronautique" (qui représente un tiers des biens d'équipement).

Cette baisse est évidemment préoccupante dans la mesure où ce type de produits est un de nos créneaux à l'exportation (10,6 % de la valeur totale des exportations manufacturées en 1984). Elle fait suite au creux observé dans les signatures de contrats militaires en 1983, et à la baisse des commandes de grands contrats civils en 1983 et 1984.

Si l'on exclut ce dernier poste, la croissance de nos exportations de biens d'équipement professionnel serait de l'ordre de 4,2 %, grâce à la bonne tenue du poste produits électriques et électroniques (+ 9,6 %) et malgré une mauvaise performance des produits mécaniques (- 2,0 %). Et la moyenne mensuelle des exporta-

### Evolution passée des grands contrats

Milliards de francs

	1982	1983	1984
Contrats militaires .....	41,6	29,1	61,9
Grands contrats civils .....	94,7	56,0	56,0
<b>Total</b> .....	<b>136,3</b>	<b>85,1</b>	<b>117,9</b>

Sources : Ministère de la Défense et DREE

tions en volume aurait augmenté de 3,6 % sur les 9 premiers mois de l'année par rapport à la moyenne de l'année 1984. Si ce chiffre permet d'apprécier de façon moins alarmiste les résultats globaux de nos ventes à l'étranger, il n'en reste pas moins inférieur à l'estimation de l'augmentation de la demande mondiale adressée à la France (qui, il est vrai, n'est pas et ne peut pas être évaluée hors le poste "armement, chantiers navals, aéronautique"). Ceci laisse présumer des pertes de nos parts de marché, vraisemblablement assez inégales selon les zones géographiques considérées.

Sur le dernier trimestre de l'année 1985, nos exportations en volume devraient, compte tenu notamment des statistiques en valeur disponibles pour le mois d'octobre, croître à un niveau voisin de 1 %. Au premier semestre 1986, la demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France augmentera à un rythme légèrement plus faible qu'en 1985. Cependant grâce à l'amélioration enregistrée dès 1984 sur les contrats militaires et en 1985 sur les grands contrats civils, nos exportations de biens d'équipement devraient se redresser. Aussi nos ventes en volume de produits manufacturés pourraient-elles augmenter au taux de 0,8 % par trimestre sur la première moitié de l'année 1986.

Ainsi, après s'être dégradé au troisième trimestre 1985, le taux de couverture en volume de nos échanges de produits manufacturés devrait connaître une légère amélioration.

### Les échanges de produits manufacturés en volume

Variations CVS %

	1984	1985				1986		
	MA	85.1	85.2	85.3	85.4	MA	86.1	86.2
Exportations .....	7,6	0,3	-0,1	0,9	1,0	2,4	0,8	0,7
Demande mondiale .....	8,3	2,5	-2	1,7	1,1	5,0	1,2	1,0
Parts de marché .....	-0,7	-2,2	1,9	-0,8	-0,1	-2,6	-0,4	-0,3
Importations .....	3,0	0,2	-0,1	7,4	-4	5,5	0,8	0,9
Demande intérieure .....	0,0	-0,7	1,5	2,5	-0,8	2,0	0,6	0,9
Taux de pénétration (niveau) .....	29,1	30,7	30,2	31,6	30,5	30,7	30,7	30,7
Taux de couverture (niveau) .....	97	96	96	91	95	94	95	95

Source : Comptes Nationaux Trimestriels

b. Prix et termes de l'échange manufacturier

Les prix des échanges de produits manufacturés						Variations		CVS %
	1984		1985			MA	1986	
	MA	85.1	85.2	85.3	85.4		86.1	86.2
Prix des exportations FAB	10,2	1,2	1,1	0,2	0,6	5,1	0,5	0,6
Prix des importations CAF	10,0	0,2	1,1	-0,3	0	4,3	0,6	0,6
Termes de l'échange manufacturé .....	0,2	1	0	0,5	0,6	0,8	-0,1	0

Source : Comptes Nationaux Trimestriels

En France comme à l'étranger, on l'a vu, après un début d'année 1985 marqué par la forte hausse du dollar et où la désinflation a marqué le pas, les prix ont connu un net ralentissement. Ce contraste entre les deux semestres se retrouve dans l'évolution des prix d'exportation et d'importation pour les produits manufacturés évalués selon les comptes nationaux.

Après avoir augmenté fortement en 1984 (de plus de 10 % en moyenne annuelle), nos prix d'exportation ont crû en glissement d'environ 2,5 % sur les 9 premiers mois de l'année 1985. Mais d'un semestre à l'autre, le ralentissement est notable ; il fait écho aux opinions exprimées par les industriels dans les enquêtes de conjoncture, qui font état d'un durcissement de la concurrence sur les marchés extérieurs et d'une réduction corrélative de leurs marges à l'exportation (de juin à octobre, leurs prix à l'exportation auraient crû à un rythme inférieur d'environ 1 % à celui de leurs prix à la production). Pour le proche avenir, on a supposé ici que ce mouvement de resserrement des marges se ralentirait, et que le taux de croissance des prix à l'exportation se rapprocherait donc de celui des prix à la production, soit un peu plus de 0,5 % par trimestre.

Le prix des importations a connu une évolution assez similaire, quoique un peu moins soutenue. On a fait l'hypothèse qu'après un ralentissement assez marqué au second semestre, il retrouverait au premier semestre 1986 un rythme d'accroissement trimestriel d'environ 0,6 %.

Au total, les termes de l'échange manufacturier, après une légère croissance en 1985 (+ 2,1 % en glissement), ne devraient plus se modifier, et n'auraient donc que peu d'effet sur l'évolution des échanges en valeur.

La conséquence de ces prévisions en volume et en prix, c'est qu'après un troisième trimestre qu'on peut considérer accidentellement bas, le solde CAF-FAB en valeur des échanges de produits manufacturés plafonnerait désormais à un niveau voisin de celui observé en 1984, soit, en valeurs douanières, de l'ordre de 8,5 milliards par mois.

#### 4. Le solde des échanges de marchandises et des transactions courantes

Se conjuguant au redressement des échanges en produits manufacturés, la bonne tenue des échanges agro-alimentaires et la réduction de la facture énergétique consécutive à la baisse des prix du pétrole et du cours du dollar assureraient, dès le quatrième trimestre 1985, le retour à l'équilibre du solde commercial FAB-FAB douanier. Sur l'ensemble de l'année 1985, cependant, la réduction du déficit commercial par rapport à 1984 (avec un même coefficient de passage CAF-FAB pour les importa-

## Le solde global des échanges de marchandises

Milliards de F/mois CVS

	1984		1985				1986	
	total annuel	85.1	85.2	85.3	85.4	total annuel	86.1	86.2
Agro-alimentaire .....	26	2,5	2,3	1,9	2,5	28	2,0	1,8
Energie .....	-187	-17,2	-16,0	-13,0	-13,6	-179	-13,0	-12,9
Produits manufacturés .	100	8,4	8,9	5,8	8,0	93	8,5	8,6
Ensemble CAF-FAB .....	-59	-6,7	-4,2	-5,2	-3,1	-58	-2,5	-2,5
Ensemble FAB-FAB .....	-24	-3,6	-1,2	-2,1	-0,1	-22	0,4	0,5

Source : Douanes

tions de 0,962) serait seulement de 2 milliards en raison de la contre-performance du solde manufacturé au troisième trimestre. Il y aurait un léger excédent de la balance commerciale au premier semestre 1986.

En balance des transactions courantes, l'amélioration du solde commercial entre 1984 et 1985 doit être du même ordre qu'en données douanières. A elle seule, cette réduction du déficit commercial ne suffirait donc pas à rétablir l'équilibre de la balance des paiements, qui a été déficitaire de 6,6 milliards en 1984. L'évolution favorable de nos échanges de services (+ 5,3 milliards entre 1984 et 1985) et la progression tendancielle du poste "autres biens et services" permettront toutefois vraisemblablement à la balance des transactions courantes de redevenir excédentaire en 1985.

L'amélioration des échanges de services apparaît directement liée à la progression de l'excédent du poste "voyages" qui a crû de 5 milliards par rapport à 1984 (et de 26 milliards par rapport à 1981). Cette amélioration du solde touristique est

## La balance des transactions courantes

Milliards de F.

	1983	1984	1985
Solde commercial FAB-FAB en balance.	-63,9	-39,7	-38
Invisibles .....	30,1	33,1	41
- négoce .....	1,4	3,7	2
- services .....	32,2	24,7	30
dont :			
. services commerciaux ..	-7,7	-12,2	-10
. échanges de technologie	31,1	30,5	31
. revenus du capital ....	-7,3	-13,3	-17
. revenus du travail ....	-4,1	- 6,1	- 6
. voyages .....	22,4	29,1	34
- Autres biens et services ...	25,8	29,9	34
- Transferts .....	-29,2	-25,2	-25
TRANSACTIONS COURANTES .....	-33,8	- 6,6	3

\* Estimation INSEE

due en partie à la hausse du dollar (monnaie dans laquelle sont libellés 40 % environ de nos excédents touristiques), et dans une moindre mesure du franc suisse. Ce phénomène compense largement la détérioration du poste "revenus du capital" (- 3,7 milliards par rapport à 1984) : celle-ci reflète l'augmentation des intérêts payés au titre de la dette extérieure privée dont la moitié est libellée en dollars, la hausse du dollar en moyenne annuelle n'ayant été que partiellement neutralisée par le repli des taux d'intérêts internationaux.

En 1986, la progression du solde des transactions courantes devrait se poursuivre, mais elle serait désormais due à l'évolution du solde commercial, l'excédent imputable aux échanges d'invisibles se stabilisant : la réduction de l'excédent touristique pouvant résulter de la baisse du dollar serait compensée par l'allègement du service de la dette extérieure privée à la suite de réaménagements de celle-ci destinés à tirer parti de la baisse des taux.



## VI. La production et le marché du travail

---

L'activité manufacturière en début d'année 1985 s'était ressentie des conditions climatiques et des erreurs d'appréciation commises sur la demande. Aussi n'est-ce qu'à partir du milieu de l'année que la production se remet à croître à peu près comme la demande intérieure, soit 3 % en rythme annuel, tendance qui devrait se maintenir au premier semestre 1986. La formation de stocks répercute l'adaptation de la production à la demande et, après une forte croissance au troisième trimestre, devrait être désormais stabilisée.

Après un début d'année particulièrement difficile et un

fort rattrapage au printemps, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics reste assez soutenue. La chute enregistrée depuis plusieurs années dans ce secteur semble enrayée.

1985 connaît une inflexion notable dans l'évolution de l'emploi salarié, qui dans le secteur marchand non agricole, ne baisse que de 95.000 (après - 250.000 en 1984). Cette moindre dégradation est due surtout à la meilleure tenue de l'activité du BTP et des commerces. Dès lors, le développement de mesures spécifiques pour les jeunes suffit à stabiliser le chômage global.

---

### 1. La production et les stocks dans l'industrie manufacturière

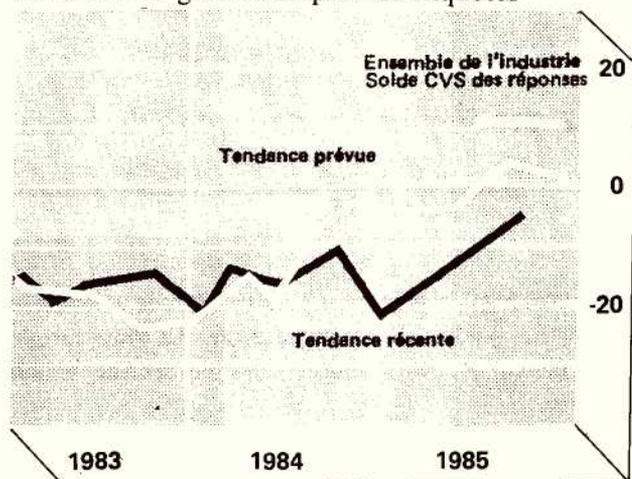
Le ralentissement de l'activité dans l'industrie manufacturière à la fin de 1984, après un troisième trimestre un peu euphorique, s'accroît en début d'année 1985 pour deux raisons : la vague de froid a gêné la production dans certaines branches, notamment dans les biens intermédiaires ; et les chefs d'entreprise pourraient avoir brusquement corrigé leur excès d'optimisme sur la demande à la fin 1984 par une baisse de leurs plans de production.

Le creux du début d'année est suivi d'un rattrapage au second trimestre. Il s'agit de reconstituer les stocks de produits finis anormalement dégarnis et de répondre à une demande qui s'accroît, en fait dès le premier trimestre : la consommation est bien orientée et le surcroît de demande remonte progressivement du commerce vers l'industrie ; au-delà d'à-coups au trimestre le trimestre, l'investissement repart. Et les exportations, si l'on exclut les ventes d'armement et d'aéronautique, augmentent à un rythme assez soutenu à partir du second trimestre, après toutefois avoir stagné au premier trimestre.

Au quatrième trimestre 1985 et au début de 1986, la plupart des composantes de la demande hors stocks resteront bien orientées : les achats des ménages en produits industriels évoluent à un rythme à peine infléchi par rapport au premier semestre de 1985 ; l'investissement en produits industriels revient progressivement à son niveau élevé du troisième trimestre ; et, sous l'hypothèse d'une évolution moins défavorable du poste aéronautique-armement, les exportations connaissent une croissance modérée de 3 % l'an.

Reste le jeu des stocks. Leur compression du début d'année traduisait les goulots de production des branches d'activité affectées par le froid, mais aussi, surtout dans les biens intermédiaires et l'automobile, un certain retard dans la perception de la reprise de la demande qui s'est avérée très ferme. Le fort mouvement du troisième trimestre est pour beaucoup un stockage de matières premières importées, peut-être aussi la poursuite du réajustement de stocks de produits finis commencé au deuxième trimestre. L'enquête trimestrielle de conjoncture confirme cette forte

## La demande globale d'après les enquêtes



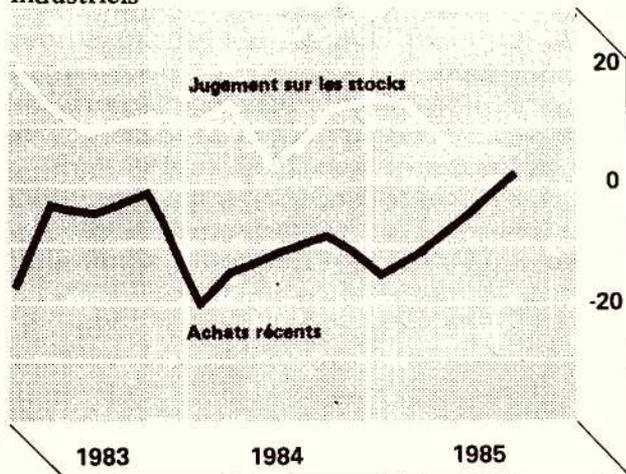
remontée des achats de matières premières et de demi-produits. De même, les grossistes en biens intermédiaires notent une sensible amélioration de leurs ventes. Le moindre stockage du quatrième trimestre serait en grande partie un ajustement en baisse, au demeurant modéré, des achats de matières premières à l'étranger, et comme tel, pèserait sur les importations plus que sur l'activité. Le stockage de produits finis serait même, selon les enquêtes de conjoncture, plus ferme. Au premier semestre 1986, les stocks, désormais adaptés au rythme de la demande, ne joueraient plus de rôle significatif sur la croissance.

Le partage de l'offre s'améliore fortement en fin d'année par suite du repli des importations après le fort niveau du troisième trimestre. La tendance à l'effritement de la part de la production dans l'offre totale reprend au premier semestre 1986. Toutefois l'activité industrielle progresserait à un rythme de 2 à 3 % l'an, à peine infléchi par rapport aux trois derniers trimestres de 1985.

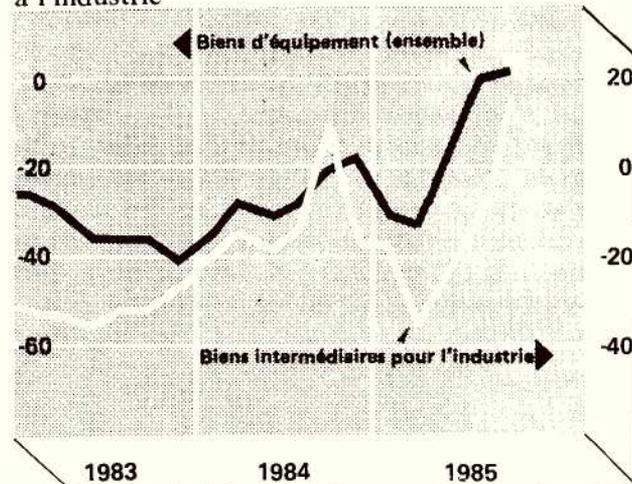
A cette évolution d'ensemble correspondent des situations contrastées selon les branches. L'activité dans les **biens intermédiaires** présente un profil accidenté : la vague de froid a transformé la baisse légère de production qu'envisageaient les industriels à la fin 1984 en une forte réduction d'activité. Le second trimestre enregistre une reprise de la production pour reconstituer les stocks et répondre à la demande, qui reste bien orientée au troisième trimestre. Mais une partie de cette demande visait à reconstituer les stocks de matières premières chez les utilisateurs qui avaient différé leurs achats du premier semestre, peut-être en raison d'anticipations sur la parité du dollar et le cours des matières premières. Ces achats provoquent ainsi le gonflement des importations (+ 10 %) enregistré au troisième trimestre. Corrigé de cet effet transitoire, la demande évolue à un rythme plus modéré. Au dernier trimestre par contre, ce rythme devrait encore se réduire plus sensiblement en liaison avec le tassement de la demande, en particulier en provenance de l'étranger. Les industriels interrogés en novembre confirment cette prévision.

L'ajustement de la production à la reprise de la demande des ménages a été plus rapide dans les **biens de consommation**. Dès le premier trimestre, l'activité augmente. Si la demande interne est restée globalement stable aux deuxième et troisième trimestres, la demande extérieure a pris le relais, permettant le maintien du rythme d'activité à 2,5 % l'an. A la fin du troisième trimestre, les stocks semblent s'être alourdis chez les producteurs mais réduits chez les commerçants. L'activité devrait donc continuer de croître : les commerçants indiquent dans les enquêtes des intentions de commandes soutenues, et les perspectives d'activité des industriels restent toujours favorables. L'activité s'accroîtrait au cours du premier semestre 1986, en liaison avec le rythme soutenu des achats des ménages.

### Les biens intermédiaires chez les utilisateurs industriels



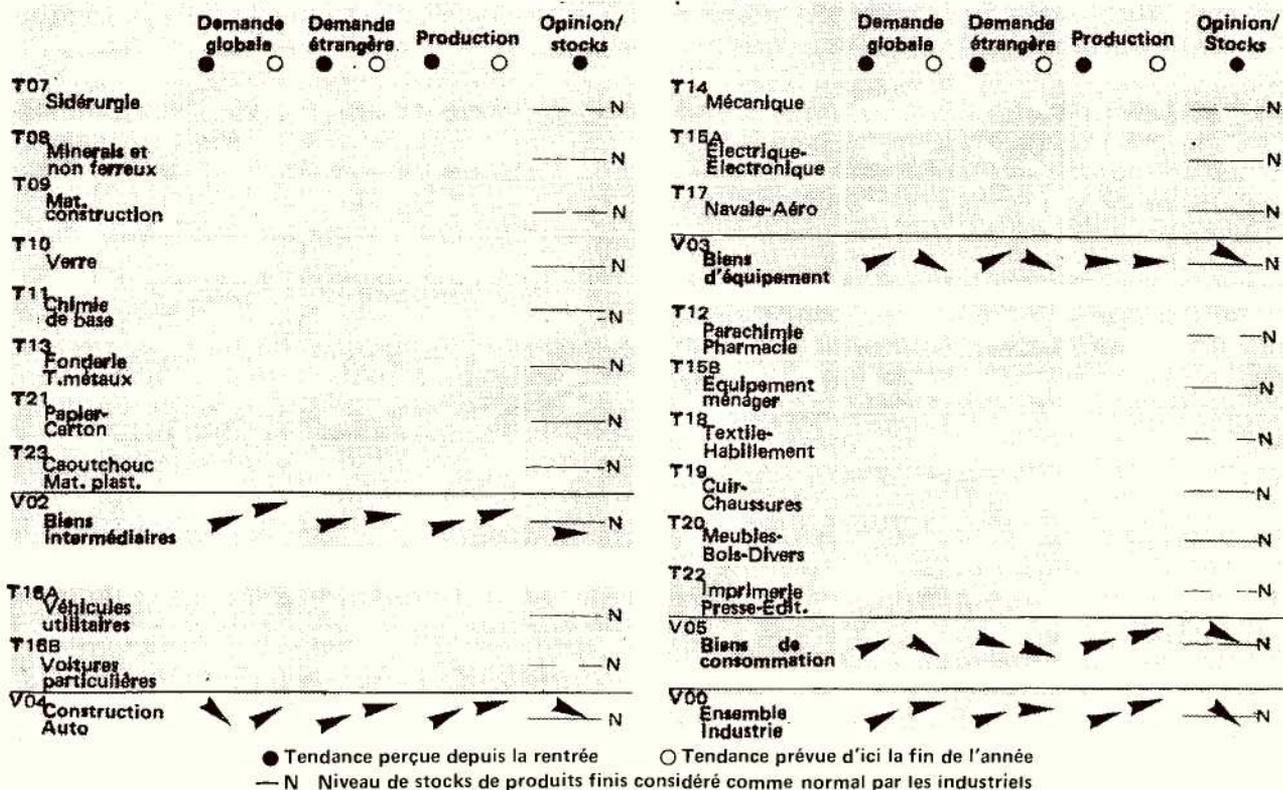
### Volume des ventes du commerce de gros à l'industrie



Dans les biens d'équipement professionnel, la poursuite de l'investissement en matériel des entreprises en 1985 a profité aux producteurs étrangers plus qu'aux producteurs nationaux. L'activité progressera donc très faiblement. Les perspectives pour le début de l'année 1986 sont contrastées : la construction navale connaîtra toujours des difficultés et la production aéronautique, toujours dépendante de la demande étrangère, devrait, selon nos prévisions, être mieux orientée. L'activité pourrait se replier dans la construction mécanique malgré le niveau élevé de l'investissement alors qu'elle serait à nouveau très soutenue dans l'électronique.

### Opinion des industriels sur leur activité

Synthèse effectuée en novembre des réponses aux enquêtes



Amorcé début 1983 dans la **construction automobile**, le recul de l'activité s'est poursuivi jusqu'au premier trimestre 1985, malgré l'augmentation dès ce trimestre de la consommation des ménages et de l'investissement en véhicules (les exportations, il est vrai, continuaient de se réduire). L'ajustement du rythme de l'offre ne s'est fait qu'aux deux trimestres suivants, les demandes intérieure et étrangère évoluant alors de pair à la hausse. Cependant, la bonne orientation du marché intérieur a bénéficié surtout aux importations. En fin d'année, les perspectives de demande aussi bien intérieure qu'étrangère semblent s'infléchir un peu. Mais en raison du déstockage opéré au troisième trimestre, les industriels continueraient d'augmenter leur production au même rythme que les deux trimestres précédents. Au début de 1986, tant la demande des ménages en automobiles que l'investissement des entreprises en matériel de transport devraient ralentir, alors que les stocks sont désormais plus proches de leur niveau désiré. L'effet défavorable de ces évolutions sur l'activité pourrait être amorti par la stabilisation de la pénétration étrangère sur le marché intérieur.

## 2. Le BTP

Après un début d'année particulièrement difficile en raison des conditions climatiques, un fort rattrapage s'est produit au printemps. L'activité de ce secteur reste soutenue depuis, si bien que la chute enregistrée depuis plusieurs années semble désormais enrayée.

Pour le logement neuf, la baisse des mises en chantier s'est ralentie (290.000 logements en 1985, soit - 2,5 %, après - 11 % en 1984) ; leur nombre devrait se stabiliser compte tenu des autorisations accordées, comme le confirment les promoteurs immobiliers à l'enquête d'octobre. La raison de ce mieux tient en partie au développement des prêts au logement, en particulier des prêts conventionnés, qui bénéficient d'un régime privilégié dans le système de régulation du crédit. La construction d'autres bâtiments (bureaux, garages, commerces, bâtiments industriels, entrepôts, bâtiments publics) devrait également se stabiliser au vu de l'accroissement des autorisations accordées au premier semestre (+ 15 % par rapport à la même période de 1985).

Les perspectives relatives aux travaux d'entretien-amélioration sont moins assurées : après une forte croissance causée par les réparations des dégâts de l'hiver dernier, ces travaux devraient se ralentir, comme l'indique le moindre optimisme des entrepreneurs du bâtiment interrogés en octobre sur leurs travaux futurs dans le second oeuvre. Ceux-ci bénéficient néanmoins également de la progression des prêts conventionnés et des prêts à l'accession à la propriété, qui leur sont consacrés de façon croissante.

Dans le secteur des travaux publics, les chefs d'entreprise ont enregistré une nette amélioration de leur activité aux deuxième et troisième trimestres. Ce rattrapage d'un très mauvais premier trimestre devrait toutefois se ralentir à la fin de l'année et au début de l'année 1986, bien que les carnets de commande soient en progression par rapport à 1984.

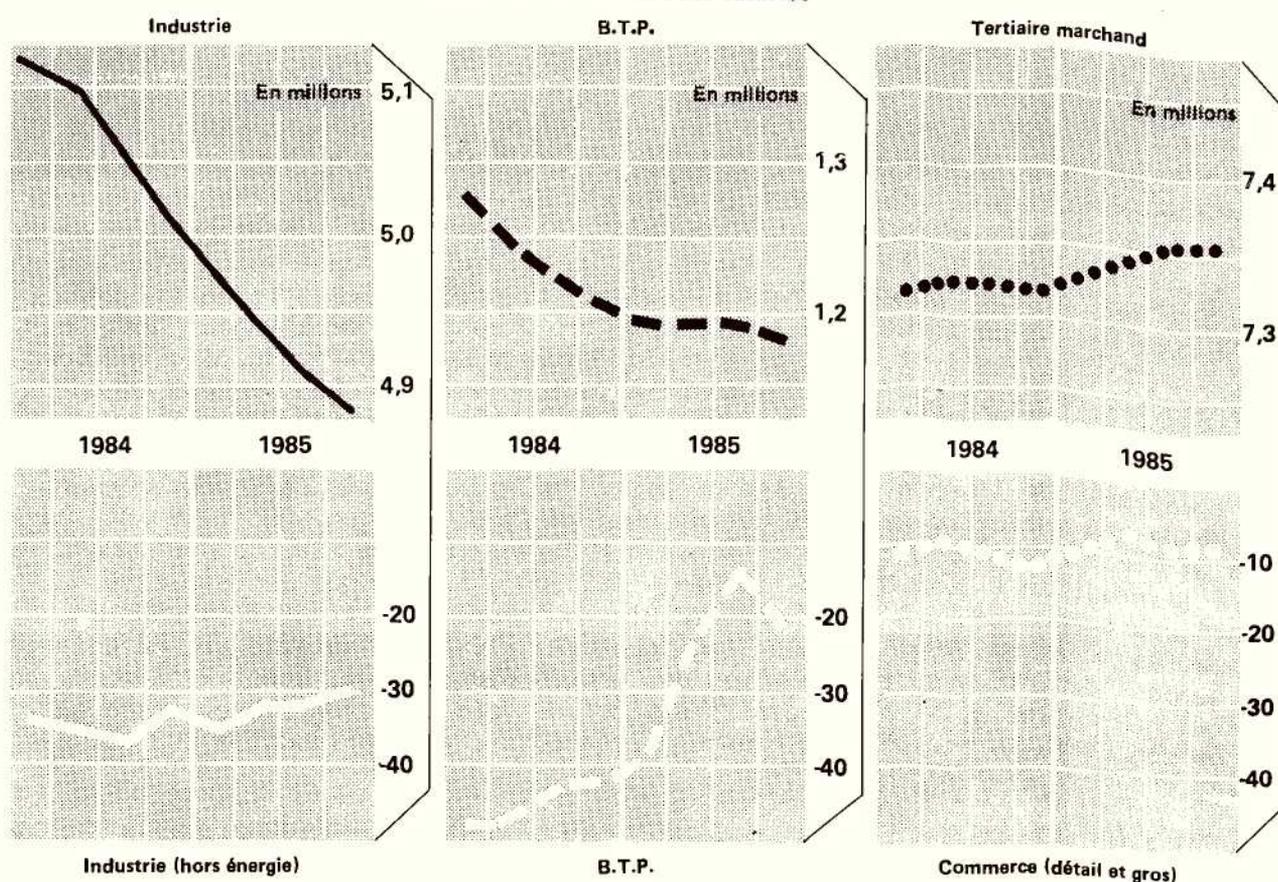
### 3. Le marché du travail

#### a. L'emploi

On dispose depuis l'été des résultats de la statistique UNEDIC au 31 décembre 1984. Ceux-ci révèlent une dégradation de l'emploi salarié au cours de l'année 1984 plus forte qu'on ne l'avait estimé jusqu'alors : - 1,8 %, soit environ - 250.000 emplois pour l'ensemble du secteur marchand non agricole en glissement annuel, le bâtiment et l'industrie demeurant les secteurs les plus touchés. Compte tenu de la poursuite en 1984 des créations d'emplois salariés dans le secteur tertiaire non marchand et des pertes d'emplois non salariés, ce sont donc près de 220.000 emplois qui ont disparu en 1984 (- 1 %).

Cette vision plus sombre de l'année 1984 fait ressortir d'autant la moindre dégradation observée dans la première moitié de 1985. Bien que les données disponibles soient encore fragiles<sup>1/</sup>, on n'enregistre plus, en effet, qu'une diminution de 0,2 % pour l'ensemble des salariés du secteur marchand non agricole au premier semestre de cette année. L'amélioration concerne surtout deux grands secteurs : le bâtiment, où l'emploi se serait stabilisé (après deux années où il diminuait de 1,7 % par trimestre), et les commerces, dont l'évolution redevient positive.

Evolution des effectifs salariés



Soldes des opinions sur les effectifs prévus dans les enquêtes

<sup>1/</sup> On sait que l'enquête trimestrielle du Ministère du Travail a été rénovée à partir du 1er avril 1985. On admet ici qu'il n'y a pas eu de rupture sensible sur la mesure de l'évolution des effectifs salariés du fait des modifications intervenues dans l'échantillon, le questionnaire et le traitement de cette enquête, ou en raison de l'utilisation des anciens coefficients saisonniers.

## Evolution des effectifs salariés du secteur marchand non agricole

	1984			1985			1986	
	84.I	84.II	Niveau au 31 déc. 84 (en milliers)	85.I	85.II	Variations 31 déc. 85/ 31 déc. 84 (en milliers)	86.I	Variations 30 juin 86/ 31 déc. 85 (en milliers)
<b>INDUSTRIE</b> .....	-1,5	-1,8	4.991	-1,3	-1,3	-130	-1,0	-48
. IAA .....	0,3	-1,4	539	0,1	0,7	5	0,4	2
. Energie .....	-0,5	-1,2	307	-1,0	-1,2	- 7	-0,7	- 2
. Industrie manufacturière	-1,7	-1,9	4.145	-1,6	-1,5	-128	-1,2	-48
- Biens intermédiaires ..	-2,0	-2,0	1.279	-1,4	-1,2	- 33	-1,0	- 12
- Biens équip. prof. ....	-1,0	-1,3	1.151	-1,3	-1,1	- 29	-0,8	- 9
- Matériel de transport .	-3,1	-3,5	425	-3,2	-3,1	- 26	-3,0	- 12
- Biens de consommation (y.c. Biens équip. mén.)	-1,6	-1,8	1.290	-1,3	-1,8	- 40	-1,2	- 15
<b>BTP</b> .....	-4,0	-3,0	1.194	0,2	-1,7	- 17	-1,3	-15
<b>TERTIAIRE MARCHAND</b> .....	0,2	-0,2	7.313	0,5	0,2	52	0,2	15
. Transp. Télécom. ....	0,0	-0,5	1.320	-0,5	-0,3	- 10	-0,3	- 4
. Commerces .....	-0,2	-1,1	1.967	1,2	0,3	30	0,4	8
. Services marchands .....	0,6	0,4	3.426	0,5	0,2	26	0,3	9
. Ass. Serv. financiers ..	0,4	0,8	600	0,4	0,2	6	0,3	2
<b>TOTAL secteur marchand non agricole</b> .....	-0,8	-1,0	13.498	-0,2	-0,5	- 95	-0,4	-48

\* glissements entre le début et la fin du semestre (CVS) (en %)

Pour le troisième trimestre 1985, les résultats encore provisoires de l'enquête du Ministère du Travail confirment la nouvelle orientation des effectifs du commerce, dont la progression serait toutefois très ralentie. En revanche, ils indiquent un repli des effectifs du bâtiment, à un rythme cependant moins élevé qu'en 1984 ; l'amélioration observée dans ce secteur au premier semestre aurait été ainsi pour partie consécutive à la vague de froid du début de l'année. Dans les autres secteurs, les évolutions de l'emploi salarié sont conformes aux tendances antérieures, de sorte que l'emploi salarié total dans le secteur marchand non agricole aurait baissé de 0,2 % au cours du troisième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 1985, les pertes d'emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles seraient nettement plus faibles qu'en 1984 (- 95.000 au lieu de - 250.000), en particulier dans le BTP (- 17.000 au lieu de - 87.000), voire l'industrie (- 130.000 au lieu de - 165.000), tandis que le tertiaire marchand aurait recommencé à créer des emplois en nombre significatif (52.000 en 1985 après (5.000 en 1984)<sup>1/</sup>. Dans l'agriculture, l'emploi (salarié et non salarié) est supposé décroître au rythme moyen des années précédentes. Quant à l'emploi non salarié non agricole, il n'enregistrerait qu'une faible décroissance, grâce au succès des formules d'aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (58.000 sur les 9 premiers mois de l'année).

1/ Ces prévisions ne prennent pas en compte les conséquences possibles des congés de conversion sur la statistique de l'emploi. En effet la loi du 5 août 1985 les instituant permet que des salariés, au lieu d'être licenciés, se voient proposer un tel congé, dont la durée ne peut être inférieure à 4 mois. Bien que dispensés d'activité, ils perçoivent une rémunération et le lien juridique avec leur entreprise n'est pas rompu, même si aucune assurance de retour au travail n'est prévue. Ils pourraient donc être comptabilisés avec les effectifs dans les enquêtes statistiques à la différence des prévisions faite ici. Au cas où ce dispositif, trop récent pour qu'on en mesure les effets, concernerait des effectifs importants (et ceci est possible, vu le niveau élevé des licenciements économiques), il pourrait perturber la mesure de l'emploi au cours de 1986, principalement dans l'industrie.

Dans le secteur tertiaire non marchand, il faut prendre en compte l'évolution des "Travaux d'Utilité Collective" (étendus récemment aux 22 - 25 ans ayant plus d'un an d'ancienneté à l'ANPE), particulièrement nombreux dans ce secteur. Le nombre de jeunes rémunérés à ce titre est de 164.000 à la fin octobre. Il pourra être voisin de 180.000 à la fin de l'année. L'emploi hors TUC du secteur tertiaire non marchand ne devrait que faiblement progresser en 1985 (+ 0,3 %) ; si l'on y inclut les TUC, sa croissance annuelle devient + 4,8 %.

Au total en 1985, le nombre d'emplois - salariés ou non salariés - diminuerait de 125.000 (- 0,6 %) si l'on exclut les TUC, alors qu'il progresserait de 55.000 (+ 0,3 %) si on les inclut.

Dans un contexte conjoncturel qui s'améliore modérément, les évolutions prévisibles d'ici la mi-1986 se situent dans le prolongement de la tendance observée récemment.

#### *b. Le chômage*

La relation économétrique habituelle qui estime la variation des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) à partir de celles de l'emploi et des ressources en main-d'oeuvre ne peut être actuellement utilisée sans plusieurs corrections.

La première, de loin la plus importante, est qu'elle ne tient pas compte des TUC. Ceux-ci n'ont pas été intégrés dans l'emploi observé ou prévu en 1985 utilisé dans l'équation car on sait qu'ils influent plus fortement dans la variation des DEFM que le coefficient qui leur est affecté dans l'équation. On estime en effet que 90 % des jeunes bénéficiaires de TUC auraient été inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi en l'absence d'un tel dispositif. Il faut donc diminuer d'environ 160.000 (ou même 180.000 si l'objectif des 200.000 TUC en fin d'année était atteint) la variation des DEFM estimée "hors TUC".

Un deuxième correctif doit être porté pour tenir compte d'un autre nouveau dispositif concernant les jeunes : les stages d'initiation à la vie professionnelle. Ces stages, d'une durée de 3 à 6 mois, ont démarré au cours du 1er semestre 1985. Entre le début de l'année et la fin octobre, 36.000 jeunes sont entrés dans de tels stages. Leur effet sur la variation des DEFM est difficile à chiffrer mais va dans le sens d'une diminution.

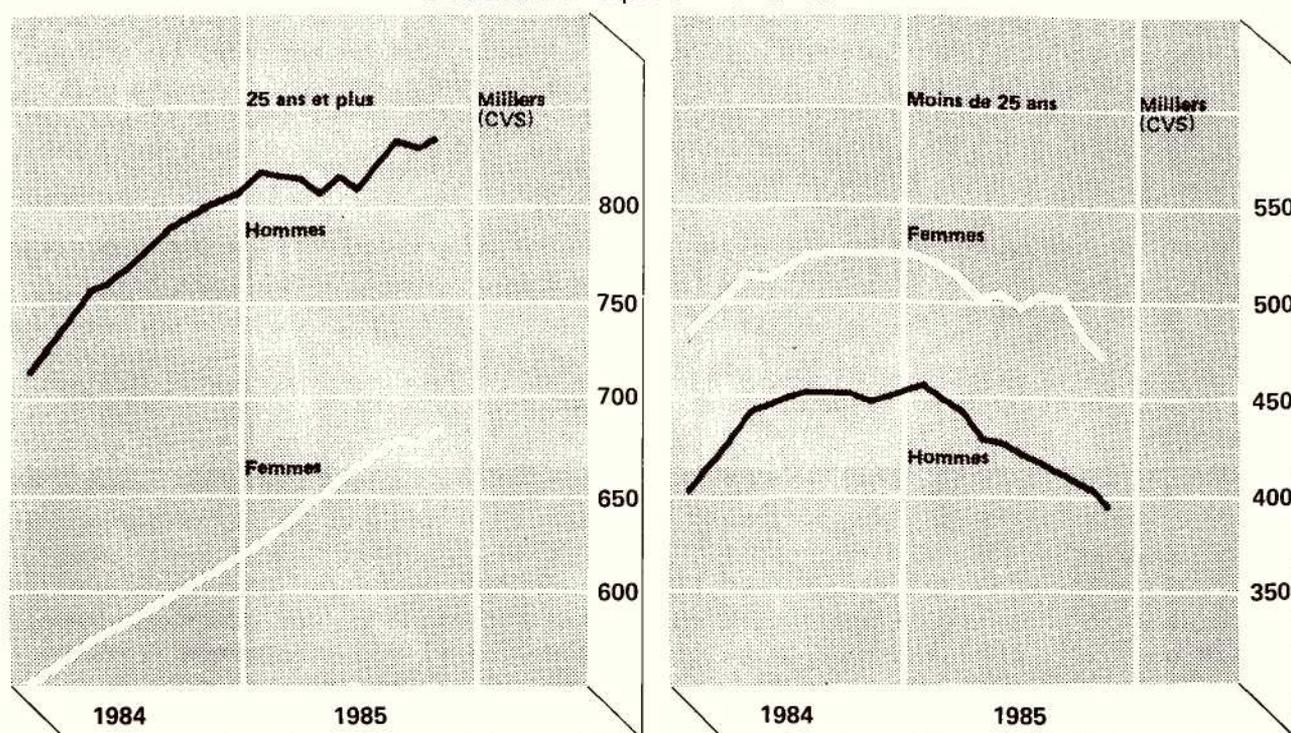
D'autres corrections doivent être faites, concernant notamment les effets décalés des sorties précoces d'activité et des dispositifs plus anciens pour les jeunes ; mais elles sont d'ampleur beaucoup plus faible.

Après toutes ces corrections, la relation liant la variation des DEFM et celles de l'emploi et des ressources en main-d'oeuvre conduit finalement à une projection entachée d'une imprécision plus importante qu'habituellement. En admettant que la tendance à la baisse des DEFM liée à la forte progression du nombre de TUC et des stages se poursuit, on aboutit ainsi à un niveau des DEFM en fin d'année 1985 proche des 2.350.000, soit près de 60.000 de moins qu'à la fin 1984.

L'examen de l'évolution des DEFM par âge montre bien l'importance des effets des dispositifs pour les jeunes : la diminution globale des DEFM est le solde d'une forte baisse du nombre des jeunes inscrits et d'une progression du nombre des DEFM âgés de 25 ans et plus.

Le nombre des jeunes femmes inscrites à l'Agence a diminué de 55.000, celui des jeunes hommes de 60.000 entre le début de l'année et la fin octobre, alors que leurs niveaux variaient peu depuis le mi-1984. L'inflexion qui s'est produite en

## Demandes d'emplois en fin de mois



Source : Ministère du Travail

février est à mettre en rapport avec la "montée en charge" des TUC. De même l'accélération de la baisse du nombre des DEFM de moins de 25 ans en septembre et octobre 1985 est à rapprocher de l'augmentation de celui des TUC rémunérés en fin de mois en octobre, compte tenu du décalage entre la prise de poste et la rémunération. Cette remontée des TUC pourrait être liée à l'extension du dispositif aux 22-25 ans ayant un an d'ancienneté à l'Agence, mais aussi à l'afflux saisonnier de jeunes sur le marché du travail.

Le nombre des hommes de 25 à 49 ans inscrits à l'Agence a progressé de 26.000 et celui des femmes de cette tranche d'âge de 60.000 sur les 10 premiers mois de l'année 1985. Pour les femmes, on observe donc une croissance à un rythme supérieur à celui de 1984 (où il était de + 5.000 par mois en moyenne), alors que pour les hommes, ce rythme s'est nettement ralenti (+ 7.000 par mois en moyenne en 1984). Ces écarts d'évolution entre hommes et femmes semblent tenir aux différences de sorties de l'Agence jusqu'à l'été, notamment pour reprise d'activité.

Le nombre des DEFM âgés de 50 ans et plus s'est pratiquement stabilisé depuis le début de l'année 1985.

Une prévision de l'évolution des DEFM au cours du premier semestre 1986, ne peut être faite qu'à partir d'hypothèses distinguant les différentes classes d'âge.

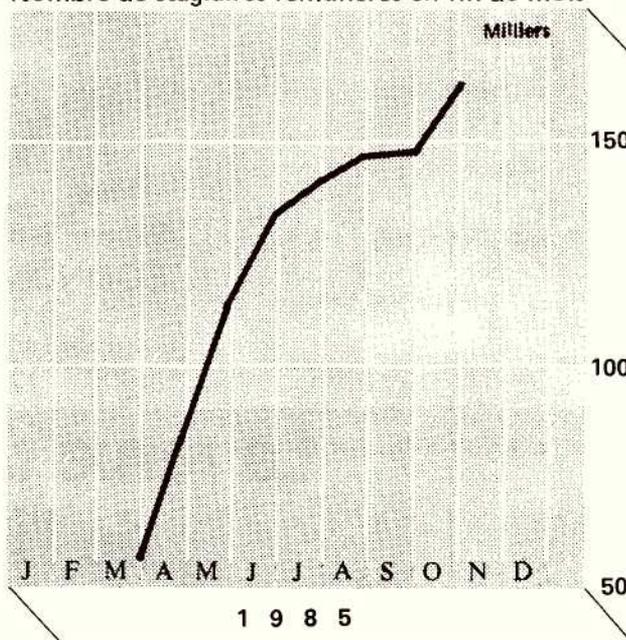
On peut supposer que le nombre des DEFM âgés de plus de 50 ans évoluera peu. La situation de l'emploi, proche de celle de 1985, entraîne une prévision d'augmentation pour la tranche d'âge 25 - 49 ans, à un rythme moyen mensuel analogue à celui de la dernière période (soit 8.000 à 9.000 par mois et donc environ 50.000 en six mois). L'évolution du chômage des jeunes est beaucoup plus difficile à apprécier. Selon que les dispositifs tels que les TUC et les stages en entreprises augmentent d'ampleur ou s'essouffent, le nombre des DEFM âgés de moins de 25 ans pourra continuer à décroître ou au contraire connaître une recrudescence.

En supposant que ces différents dispositifs aient des capacités d'accueil qui progresseront encore pendant quelques mois, la diminution des DEFM de cette classe

d'âge mènerait au cours du 1er semestre 1986 à une croissance de l'ensemble des DEFM inférieure à 50.000 et peut-être même nulle.

Les autres indicateurs du marché du travail, sans traduire de retournement de la situation conjoncturelle, décrivent cependant une moindre dégradation: le chômage partiel est revenu depuis la mi-1985 à des niveaux inférieurs à 1 million de journées perdues par mois (après une moyenne de 1.260.000 par mois en 1984), le nombre de licenciements économiques, tout en restant élevé se rapproche des 30.000 par mois après plusieurs mois où il a été compris entre 35.000 et 40.000.

TUC -  
Nombre de stagiaires rémunérés en fin de mois



Source : Ministère du Travail

Cependant l'ancienneté moyenne des DEFM s'est fortement accrue (près d'un mois) en un an, et les offres disponibles à l'Agence demeurent à un niveau extrêmement bas.

### c. La durée hebdomadaire du travail

Les modifications de l'enquête trimestrielle du Ministère du Travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main d'oeuvre ont entraîné une rupture au 1er avril 1985 dans la série des durées hebdomadaires, mesurées désormais selon deux concepts:

- une durée "effective" correspondant à l'horaire pratiqué, prenant en compte, s'il y a lieu, les effets d'une variation temporaire de l'activité ;
- une durée "théorique", qui diffère de la précédente par la non-prise en compte de telles variations temporaires.

La rupture de série provient du fait que la durée, telle qu'elle était mesurée auparavant, était probablement un mélange de ces deux types de durée et de ce que la nouvelle enquête est directement effectuée en nomenclature NAP 40. Par ailleurs, les nouvelles séries n'étant pas rétropolables, on les a corrigées des variations saisonnières en utilisant les coefficients estimés sur l'ancienne série.

La durée hebdomadaire -ancien concept- avait peu varié au cours de l'année 1984 (- 0,2 %). Cette très faible tendance à la baisse s'est poursuivie au cours de l'année 1985 pour la durée théorique comme pour la durée effective, avec toutefois, au milieu de l'année, un petit ressaut de la durée effective dans les secteurs de l'automobile et de la construction mécanique, lié à la diminution du chômage partiel. La même évolution continuerait à prévaloir au premier semestre 1986 (- 0,1 %).

# E&S

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

## La revue de synthèse de l'INSEE

**Lire**  
**E&S**  
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

**C'est bénéficier** d'analyses approfondies sur des problèmes qui, s'ils ne sont plus d'actualité immédiate, restent toujours latents.

**S'abonner à**  
**E&S**  
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

**C'est être assuré** d'obtenir régulièrement une information de première main sur les résultats des grandes enquêtes de l'INSEE et de la statistique française.

**Conserver**  
**E&S**  
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

**C'est disposer** d'informations suivies sur la vie économique, les problèmes démographiques, les phénomènes sociaux.

Une édition disponible sous deux formes

- édition sur *papier*
- édition sur *microfiche*

Tarifs d'abonnement (11 numéros par an)

	France	Étranger	le numéro
- édition sur <i>papier</i>	310 F	365 F	33 F
- édition sur <i>microfiche</i>	130 F	162 F	16 F

CONSULTATION-VENTE :

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

C1

**INSEE**

Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

## Information, consultation, vente

### ● OBSERVATOIRES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE L'INSEE

- Ajaccio** (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :  
1, résidence du Parc Belvédère, 20000 AJACCIO. — Tél. : (95) 21-25-80.
- Amiens** (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :  
2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 AMIENS CEDEX. — Tél. : indices courants (22) 91-91-91 ; autres informations (22) 91-39-39.
- Besançon** (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) :  
Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 BESANÇON CEDEX. — Tél. : indices courants (81) 52-03-33 ; autres informations (81) 52-42-20.
- Bordeaux** (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :  
33, rue Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX. — Tél. : indices courants (56) 91-84-90 ; autres informations (56) 91-89-90.
- Caen** (BASSE-NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) :  
93-95, rue de Geôle, 14037 CAEN CEDEX. — Tél. : (31) 85-35-70.
- Clermont-Ferrand** (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) :  
52, avenue de Royat, 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. — Tél. : indices courants (73) 36-79-90 ; autres informations (73) 36-03-50.
- Dijon** (BOURGOGNE : Côte d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :  
Immeuble « Mercure », avenue Albert-1<sup>er</sup>, 21033 DIJON CEDEX. — Tél. : indices courants (80) 45-28-34 ; autres informations (80) 43-31-45.
- Lille** (NORD - PAS-DE-CALAIS : Nord, Pas-de-Calais) :  
12, boulevard Vauban, 59800 LILLE. — Tél. : (20) 30-86-86.
- Limoges** (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) :  
50, avenue Garibaldi, BP 1553, 87031 LIMOGES CEDEX. — Tél. : (55) 79-26-25.
- Lyon** (RHONE - ALPES : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie) :  
165, rue Garibaldi, BP 3196, 69041 LYON CEDEX 3. — Tél. : indices courants (7) 863-22-01 ; autres informations (7) 863-22-02, 03 et 04.
- Marseille** (PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) :  
17, rue Menpenti, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale), 37-39, bd Vincent-Delpuech, 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs) — Tél. : indices courants (91) 78-01-95 ; autres informations (91) 83-00-22.
- Montpellier** (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :  
274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 MONTPELLIER CEDEX. — Tél. : indices courants (67) 64-64-53 ; autres informations (67) 64-31-95.
- Nancy** (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) :  
15, rue du Général-Hulot, 54029 NANCY CEDEX. — Tél. : (8) 327-03-27.
- Nantes** (PAYS-DE-LA-LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) :  
5, boulevard Louis-Barthou, 44037 NANTES CEDEX. — Tél. : indices courants (40) 89-36-10 ; autres informations (40) 89-36-02.
- Orléans** (CENTRE : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) :  
43, avenue de Paris, 45046 ORLÉANS CEDEX. — Tél. : indices courants (38) 68-18-28 ; autres informations (38) 53-71-08.
- Paris** (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val d'Oise, Yvelines) :  
OEP, Tour « Gamma A », 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12. — Tél. : indices courants (1) 345-70-75 ; réévaluation et indexation (1) 345-72-31 ; autres informations (1) 345-73-74.
- Poitiers** (POITOU-CHARENTES : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne) :  
3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS. — Tél. : (49) 88-31-69.
- Reims** (CHAMPAGNE - ARDENNE : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne) :  
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX. — Tél. : (26) 88-24-12.
- Rennes** (BRETAGNE : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) :  
Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, BP 17, 35031 RENNES CEDEX. — Tél. : (99) 30-91-90.
- Rouen** (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :  
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX. — Tél. : indices courants (35) 98-41-10 ; autres informations (35) 98-43-50.
- Saint-Denis** (RÉUNION) :  
rue de l'École, 97490 SAINTE-CLOTILDE. — Tél. : 28-10-98.
- Strasbourg** (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :  
14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX. — Tél. : indices courants (88) 22-43-53 ; autres informations (88) 32.03.18.
- Toulouse** (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :  
36, rue des 36-Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX. — Tél. : indices courants (61) 25-42-67 ; autres informations (61) 25-21-36.

### ● AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

- Basse-Terre** (INSEE — Service régional de Guadeloupe) :  
Chemin du Petit-Paris, BP 96, 97102 BASSE-TERRE. — Tél. : 81-17-86.
- Cayenne** (INSEE — Service régional de Guyane) :  
81, rue Christophe-Colomb, BP 757, 97305 CAYENNE CEDEX. — Tél. : 31-12-79 et 31-45-87.
- Fort-de-France** (INSEE — Service régional de Martinique) :  
Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, BP 605, 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. — Tél. : 71-71-79 et 71-71-80.
- Pointe-à-Pitre** (INSEE — Service Interrégional Antilles-Guyane) :  
BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. — Tél. : 82-42-20.

### ● ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

Impression d'après documents fournis  
IMPRIMERIE NATIONALE  
5 677 294 P61

# Prix de vente et abonnements

## ● PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### Économie et statistique

Revue mensuelle d'information. Abonnement 1 an (11 numéros). Édition *sur papier* : France, 310 F ; étranger, 365 F. Le numéro : France, 33 F ; étranger, 39 F. Édition *sur microfiche* : France, 130 F ; étranger, 162 F. Le numéro isolé *sur microfiche(s)* : 16 F.

### Tendances de la conjoncture

*Tendances de la conjoncture* est constitué de deux cahiers trimestriels de graphiques et de données, des chiffres de quinzaine, des tableaux mensuels d'indicateurs et d'un supplément trimestriel sur la situation et les perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an : France, 470 F ; étranger, 570 F. Le cahier trimestriel : France, 46 F ; étranger 52 F.

### Note de conjoncture de l'INSEE

Étude de la situation et des perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 115 F ; étranger, 140 F ; le numéro : France, 34 F ; étranger, 40 F.

### Informations rapides

Service complémentaire de *Tendances de la conjoncture*. 250 envois par an environ : communiqués, notes rapides, résultats détaillés d'enquêtes de conjoncture. Abonnement 1 an : France, 1 030 F ; étranger, 1 320 F. Le cahier de résultats détaillés, 8 F.

### Annales d'économie et de statistique

Statistique mathématique, théorie économique, économétrie. Abonnement 1 an (4 numéros), édition *sur papier* : France, 320 F ; étranger, 385 F. Le numéro : France, 93 F ; étranger, 105 F. Édition *sur microfiche* : France, 74 F ; étranger, 105 F. Le numéro, prix variable.

### Bulletin mensuel de statistique

Bulletin de statistiques hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles. Abonnement 1 an (12 numéros) : Édition *sur papier* : France, 250 F ; étranger, 290 F. Le numéro : France, 24 F ; étranger, 30 F. Édition *sur microfiche* : France, 130 F ; étranger, 163 F. Le numéro isolé *sur microfiche(s)* : 16 F.

### Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment. Abonnement 1 an (11 numéros) : France, 63 F ; étranger, 74 F. Le numéro : 10 F.

### Bulletin bibliographique

Trois fois par an, ce bulletin présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement. Abonnement 1 an (3 numéros) : France, 46 F ; étranger, 58 F. Le numéro : France, 17 F ; étranger, 21 F.

### Courrier des statistiques

Quatre fois par an, une image globale de la vie du système statistique français. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 85 F ; étranger, 110 F. Le numéro : France, 25 F ; étranger, 28 F.

### Publications régionales de l'INSEE

Statistiques et conjonctures régionales. Prix des abonnements et nombre de livraisons variables selon les régions. Demande d'abonnement à adresser directement aux Observatoires économiques régionaux.

### Écoflash

Revue réalisée par l'INSEE et le CNDP, Écoflash publie chaque mois en quatre pages, l'essentiel de l'information sur un thème économique ou social. (Abonnement 1 an 70 F uniquement auprès du CNDP), le numéro 8 F.

## ● LES COLLECTIONS DE L'INSEE

	Édition sur papier		Édition sur microfiche	
	France	Étranger	France	Étranger
Série C. « Comptes et planification » (8 volumes) .....	460 F	540 F	235 F	290 F
Série D. « Démographie et emploi » (10 volumes) .....	570 F	670 F	215 F	270 F
Série E. « Entreprises » (8 volumes) .....	460 F	540 F	235 F	290 F
Série M. « Ménages » (10 volumes) .....	570 F	670 F	215 F	270 F
Série R. « Régions » (4 volumes) .....	245 F	290 F	100 F	147 F
Abonnement groupé (36 volumes toutes séries réunies) .....	1 885 F	2 280 F	850 F	1 100 F

Le numéro : prix variable



## Bon de commande

à retourner à l'Observatoire économique de votre région

### VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

Économie et statistique .....	<input type="checkbox"/>	Annales d'économie et de statistique .....	<input type="checkbox"/>
Bulletin mensuel de statistique .....	<input type="checkbox"/>	Courrier des statistiques .....	<input type="checkbox"/>
Tendances de la conjoncture .....	<input type="checkbox"/>	Bloc-notes de l'OEP .....	<input type="checkbox"/>
Note de conjoncture de l'INSEE .....	<input type="checkbox"/>	Bulletin bibliographique .....	<input type="checkbox"/>
Informations rapides .....	<input type="checkbox"/>		

### VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

Série C. ....	<input type="checkbox"/>	Série M. ....	<input type="checkbox"/>
Série D. ....	<input type="checkbox"/>	Série R. ....	<input type="checkbox"/>
Série E. ....	<input type="checkbox"/>	36 volumes (toutes séries) .....	<input type="checkbox"/>

### MONTANT À RÉGLER : F

Ci-joint en règlement : mandat – chèque bancaire – chèque postal\*  
au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

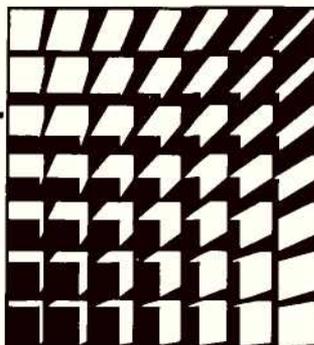
Nom ou raison sociale : .....

Profession ou activité : .....

Adresse : .....

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues :  
oui – non\*

\*Rayer les mentions inutiles.



## **LE DISPOSITIF INSEE D'INFORMATION CONJONCTURELLE**

### **INFORMATIONS RAPIDES**

Ces notes, pratiquement quotidiennes (250 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global ; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an : France 1 080 F ; Étranger : 1 320 F.

### **TENDANCES DE LA CONJONCTURE**

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :

- **cahier 1** : tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries
- **cahier 2** : en 600 séries mais sur vingt ans, d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.

- Trois suppléments :

- **les chiffres de quinzaine** : les nouveaux chiffres parus dans les quinze derniers jours, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
- **les graphiques du mois** : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.
- **la note de conjoncture** : quatre fois par an, l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (voir ci-dessous pour la seule note).

Tendances de la conjoncture : abonnement 1 an, France 470 F, étranger 570 F.

### **NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE**

(disjointe de l'abonnement à TENDANCES).

Abonnement isolé à la Note de Conjoncture 1 an, France 115 F, étranger 140 F.

**insee**

institut national de la statistique et des études économiques